

Évacuation, mardi, du camp de migrants de Grande-Synthe, dans le Nord. En métropole, les expulsions coûtent environ 14 000 euros par clandestin. FRANCOIS LO PRESTI/AFP

D'aides en allocations diverses, l'immigration en France ressem

JEAN-MARC LECLERC @leclercjm

LA PERSPECTIVE des élections municipales réveille l'exigence de réponses intelligibles sur la question de l'immigration irrégulière. Emmanuel Macron avait déjà affiché sa fermeté il y a deux ans tout juste, se voulant *« intraitable »* sur les reconduites. Mais, avec à peine plus de 15 % de taux de retour effectif dans leur pays d'origine des quelque 100 000 clandestins soumis à une obligation de quitter le territoire, il n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs. Implacable réalité internationale qui veut qu'un migrant ne puisse être renvoyé sans l'accord de son pays d'origine.

Le flux migratoire prend désormais en France la forme d'une immigration de rebond depuis l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne. Ce qui nourrit les peurs et favorise les extrêmes.

Si la France échoue à renvoyer les étrangers qu'elle juge indésirables, peut-être doit-elle s'évertuer à devenir moins attractive, se demandent nos élites. Bercy, pour sa part, regarde les comptes. Les perspectives ne sont guère réjouissantes. Le poids de l'immigration pour les finances du pays atteint un tel niveau qu'il obère l'efficacité de bien des réformes visant à assainir les comptes publics. À quoi sert de réformer si ce qui rentre dans une poche sort aussitôt par une autre ?

Pour l'année 2014, la Cour des comptes avait mis en garde l'État, estimant alors le coût de l'asile à 1 milliard d'euros par an pour les demandeurs et à 1 milliard d'euros supplémentaires pour les déboutés, qui restent malgré tout, pour l'essentiel, sur le territoire national. C'était à une époque où le « pays des droits de l'homme » accueillait 65 000 demandeurs d'asile en un an. Ils sont aujourd'hui le double chaque année.

Un récent rapport des députés Jean-Noël Barrot (MoDem) et Alexandre Holroyd (LREM) a révélé qu'en décembre 2018 le seuil des 100 000 ménages bénéficiaires de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) avait été franchi. Ce seul poste frôle le demi-milliard d'euros par an dans le budget de l'État.

Le cas des mineurs isolés étrangers, pudiquement rebaptisés mineurs non accompagnés (MNA), fournit une autre illustration des difficultés qui s'amoncellent. Ils sont passés de 264 à 40 000 en l'espace de vingt ans. Les départements, qui en ont la charge au titre de l'aide sociale à l'enfance, sonnent l'alarme. Le directeur général de l'Assemblée des départements de France (ADF), Pierre Monzani, chiffre ce coût annuel à *« pratiquement 2 milliards d'euros »*, l'État ne participant qu'à hauteur de 15 % des frais. Alors qu'*« après son élection, le président de la République avait promis au bureau de l'ADF une prise en charge à 100 % des MNA »*, rappelle le président de l'ADF, Dominique Bussereau. Ce dossier est au point mort.

1 milliard : le coût annuel de l'AME

Et puis, il y a l'aide médicale d'État (AME). Elle donne une approche du niveau de l'immigration illégale en France, puisqu'elle est destinée aux seuls illégaux. En 2019, cette aide a bénéficié à 330 000 allocataires. Ils étaient 150 000 sous Jospin.

Deux audits ont été commandés par le gouvernement sur l'AME et les diverses charges au bénéfice des étrangers en situation irrégulière. Mais la situation est connue. Le député LR de Paris, Claude Goasguen, auteur des deux seuls rapports parlementaires sur le sujet, estime à plus de 1 milliard le coût annuel de l'AME. Car, en plus des 935 millions d'euros inscrits dans la loi de finances 2019, il faut ajouter, par exemple, les 100 millions d'euros que coûtent chaque année les urgences à Mayotte, département français d'outre-mer, dont la capitale est devenue la « première maternité de France », sous la pression de l'immigration comorienne, notamment.

Les expulsions ont aussi un coût : environ 14 000 euros par clandestin en métropole. L'idée a germé d'accentuer les retours aidés, moins coûteux. Au risque d'entretenir l'« appel d'air » ? Le débat parlementaire d'octobre sera plus qu'utile. Mais attention : il ne suffit pas de nommer les problèmes avant une échéance électorale pour qu'ils disparaissent. Sauf à reproduire les calculs cyniques de l'« ancien monde » tant décrié par le président Macron. ■

les dépenses liées à blent à un puits sans fond

La droite s'interroge sur la réalité

E. G. ET CHARLES SAPIN @csappin

LES DISCOURS et les débats, c'est bien. Les actes, c'est mieux. Cette maxime est largement partagée à droite. À commencer sur les bancs de l'Assemblée nationale où Les Républicains s'interrogent sur la réalité des convictions présidentielles sur le sujet. *« On a assisté à ce que l'on pourrait qualifier de vrai numéro de bonimenteur. C'est soit du cynisme, soit de la naïveté »*, a critiqué Christian Jacob, mardi à l'Assemblée. Il a rappelé qu'aucune *« proposition »* faite, aucun *« amendement »* proposé par la droite comme moyens de contrôler l'immigration n'avait été retenu par le gouvernement. Le président du groupe en déduit que les annonces de l'Élysée ne sont qu'une *« communication de plus »*, puisque, selon lui, Emmanuel Macron *« sait pertinemment que rien ne bougera là-dessus »*.

Au Sénat, le président Gérard Larcher se dit *« satisfait »* de constater que le chef de l'État prend *« enfin conscience de cette question »*. *« L'opposition n'a eu de cesse de l'alerter sur le sujet. Ses solutions n'ont jamais été reprises en deux ans et demi, mais elle aimerait bien, aujourd'hui, que cela se traduise enfin par des actes »*, réclame-t-il.

Attentif aux données de l'immigration, Larcher ne cache pas sa préoccupation sur plusieurs sujets, du nombre de titres de séjour aux régularisations de sans-papiers en passant par la hausse des demandeurs d'asile. Favorable à un débat parlementaire annuel, il souhaite que la politique d'immigration et d'intégration de la France soit fixée selon des indicateurs chiffrés.

« Appel solennel »

Ces constats, Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, les partage largement. Mais sa charge contre Macron est plus lourde. *« Emmanuel Macron est le grand illusionniste ! À la conférence des ambassadeurs, il a été obligé de reconnaître que la France était désormais le premier pays d'Europe pour les demandes d'asile »*, souligne le sénateur en comparant une hausse de 22 % sur le territoire, contre une baisse de plus de 16 % en Allemagne. *« La loi asile et immigration qu'avait voulue Emmanuel Macron n'a donné aucun résultat. Pire, la situation s'est dégradée. »* Transformation de l'AME en aide d'urgence, durcissement des conditions d'accès en France… Retailleau lance un *« appel solennel »* au président de la République pour l'application immédiate de toutes les mesures préconisées par les sénateurs.

Dans les rangs du Rassemblement national, c'est tout sourire que l'on préfère accueillir la sortie présidentielle sur l'immigration : *« S'il a vraiment fait sa mue sur le sujet, tant mieux. J'appelle tout de suite le service des adhésions pour qu'on lui envoie sa carte de membre d'honneur du RN »*, ironise le porte-parole du mouvement, Laurent Jacobelli. Au même titre que la récente création d'un commissaire européen *« à la Protection du mode de vie des Européens »* – dont s'est félicitée Marine Le Pen lors de son discours de rentrée, ce week-end à Fréjus (Var) –, les déclarations d'Emmanuel Macron sont lues comme autant de victoires idéologiques.

Invitée mardi matin de la matinale de RMC-BFMTV, la présidente du RN n'a pas moins moqué un président qui en deux ans et demi de mandat *« n'a rien vu, rien écouté »* sur le sujet de l'immigration. *« À ce rythme-là, à la fin de son mandat, 2 millions d'étrangers seront entrés légalement sur le territoire. Et je ne parle pas des illégaux, qui sont innombrables »*, a-t-elle cinglé. Quant au débat organisé le 30 septembre à l'Assemblée, la chef des députés RN a déploré que, faute de groupe parlementaire, ses élus aient *« zéro seconde de temps de parole »* dans l'Hémicycle. *« Si je ne peux pas exprimer la voix des millions de gens qui me font confiance, je ne sais pas si j'y participerai »*, confiait-elle en marge de sa rentrée, ce week-end.

L'initiative présidentielle ne va pas sans rappeler à Marine Le Pen celle d'un des prédécesseurs d'Emmanuel Macron : *« Nicolas Sarkozy avait fait la même chose. Il s'était saisi de ce débat sur l'immigration lorsqu'il était candidat et puis on a bien vu ce qui est arrivé lorsqu'il est arrivé au pouvoir*, a-t-elle grincé. *Je pense qu'Emmanuel Macron ne fera rien. »*

Celle qui assure *« se mettre sur la ligne de départ »* de la prochaine présidentielle a réitéré son vœu d'un référendum sur l'immigration. En mai 2018, elle avait soutenu une proposition allant en ce sens de Nicolas Dupont-Aignan, après avoir plaidé lors de la dernière présidentielle, pour un *« moratoire »* sur ce même thème. Point cardinal de sa formation politique depuis plus de quarante ans. ■

des convictions présidentielles

Pourqu le choix sa prop

Il avait prévenu la question de l' sur la table. Par Emmanuel Mac qu'il voulait provoqu de ces turbulences p il est friand.

« La question est d voulons être un parti ou pas. » C'est de La en marche qu'il parl qu'il s'adresse, cons piquer au vif, de les certitudes et de les e un terrain où ils recl Le terrain, en l'occu celui des principes g de la réalité concrèt les Français.

Dire que *« les clas vivent avec »* l'immi *« les bourgeois ne la* et donc en sont *« à l* reconnaître sans dé des nouvelles arrivé de demande du droi la présence en gran d'une population ét comme une contrai difficulté par ceux q Ce langage de vérité certainement le sent l'opinion. Selon un s publié dans *Le Mond* Français pensent qu *ne font pas assez d'e s'intégrer »* ; un chi de progresser au fil

Pour répondre à l de l'opinion, le prési République doit assu risques politiques. L de braquer sa propre clairement plus à ga les questions régalie un hasard si ce fut s immigration de Gé printemps 2018, qu première « fronde » en marche. À dix jo l'Assemblée à la fin n'en sera que plus v l'éviter, ou de l'igno l'affronter, presque La lisibilité de son r Français passe, aus de tension.

Il lui faudra aussi sensibilité propre d Sur le fond, le prem partage pleinement du président. Lui au les motifs d' « attra même s'il faut rega modalités de l'aide (AME). Le juppéiste toujours montré ag sémantiques de Ni sujet. *« Il n'aime po qui enflamment inu* confie un de ses pr jugera-t-il les prop de l'État ?

Au-delà, Emma à son duel - passé,

Les éditions Guy
et l'Université
Santé,
et con
Guérison
Guérison
• De la santé
le prix Nob
Elizabeth B
et le Dr Fré
• De la cons
les Drs Ebo
• De la med
Martin Ayl
Achat d
BE BOO